



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 158 / 31 mai 89

DU PLAN MELTON A L'AFFAIRE DE CHINANDEGA

D'un plan de déstabilisation à l'autre, c'est toujours la même ligne politique et les mêmes ingrédients.

ELECTIONS : DES FAITS CONTRE DES MOTS

Un cadre démocratique pour des élections libres : ce constat d'observateurs politiques étrangers au Nicaragua dément l'inévitable campagne de dénigrement.

UNE COMPARAISON DES LOIS ELECTORALES

Une étude comparative des lois électorales de six pays latino-américains démontre que la loi nicaraguayenne s'apparente aux autres et présente même certains aspects plus ouverts.

VICTOIRE DES SANDINISTES AUX ELECTIONS UNIVERSITAIRES

C'est un échec d'autant plus retentissant pour l'opposition que celle-ci leur avait attribué une valeur de test.

RESTRUCTURATION ET PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

L'entreprise METASA offre un exemple de la crise traversée par l'industrie mais aussi des solutions apportées par les travailleurs.

TRAVAILLER A LA CAMPAGNE : UNE SOLUTION FACE A LA RESTRUCTURATION

DE L'EAU SOUS LE RIO COCO

Les habitants de Wiwilí ont fait des prouesses pour avoir l'eau potable.

EN BREF :

- Des milliers de séquestrés dans les prisons de la contra
- De Sandino à Sandino
- Nouvelle proposition du FMLN

40 P 11481

DU PLAN MELTON A L'AFFAIRE DE CHINANDEGA

par Sergio Ferrari

Managua, 25 mai (ANN). Le 25 mai, à midi, le gouvernement nicaraguayen a annoncé l'expulsion de deux fonctionnaires étatsuniens, Joel Cassman et Kathleen Williamson Barmon, accusés d'ingérence dans les affaires internes du Nicaragua. Le matin-même, le quotidien "Barricada" avait publié une photo des deux fonctionnaires participant à une assemblée d'enseignants en grève qui avait eu lieu la veille dans l'église "El Calvario" de Chinandega (200 km au nord/ouest de Managua).

Il y a dix mois, le 11 juillet 1988, la même mesure avait été prise contre sept hauts fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à Managua, parmi lesquels l'ambassadeur Richard Melton. Ces fonctionnaires avaient participé à une marche de l'opposition, à Nandaime, au cours de laquelle les manifestants avaient agressé les policiers, sans armes, charges de maintenir l'ordre.

L'expulsion de R. Melton et de ses conseillers avait pour origine l'orchestration par l'ambassade des Etats-Unis d'un plan de déstabilisation. Son but était d'inciter à une mobilisation contre le gouvernement pour provoquer la répression, laquelle devait entraîner une réaction en chaîne menant à une situation insurrectionnelle.

L'aide des Etats-Unis, la participation de certains secteurs de l'opposition - y compris de la hiérarchie catholique - tout avait été planifié depuis la Maison Blanche et dénoncé dès le mois de mai par le quotidien mexicain "El Día".

Entre l'expulsion de R. Melton et celle de J. Cassman et de K. Williamson, de l'eau a coulé sous les ponts : déclin de la Contra, nouvelles propositions de solution négociée au Salvador, accord passé par les présidents à San Salvador et processus d'approfondissement de la démocratie lancé par le gouvernement de Managua. Par ailleurs, une nouvelle administration est arrivée à la Maison Blanche. Mais on voit à certains signes que la tendance des Etats-Unis à imposer leurs vues au mépris même des efforts de paix réalisés par la région n'a pas varié : l'ingérence et les diktats de la métropole vers le continent sont toujours à l'ordre du jour.

"Nous sommes conscients de la situation très difficile que connaît l'éducation, dans notre économie épuisée. Cependant, nous n'admettons pas la violation de notre souveraineté et l'ingérence de l'ambassade des Etats-Unis" a expliqué Dionisio Marengo, porte-parole du gouvernement. "Ils (l'opposition et l'ambassade) agissent sur le plan politique et nous allons leur répondre de façon politique".

L'attaque contre les mesures anti-inflationnistes appliquées ces derniers mois et qui ont déjà des résultats visi-

bles, est l'axe fondamental du plan de déstabilisation des Etats-Unis. C'est pourquoi les manoeuvres diplomatiques de Washington pour faire échouer la récente tournée du président Ortega en Europe et obtenir que les pays visités ne donnent pas suite à la demande du Nicaragua n'a rien de surprenant.

Il est indiscutable que le plan de lutte contre l'inflation est indispensable pour redresser l'économie, tout comme il est clair que le gouvernement des Etats-Unis, loin de se préoccuper de l'amélioration de la situation économique continue à chercher à déstabiliser le Nicaragua. La manipulation et la tentative pour aiguïser les tensions syndicales d'une partie des enseignants est une arme contre la relance économique.

Hier, le plan Melton tentait la déstabilisation politique. Un an après, les Etats-Unis attaquent sur un autre plan, un des plus sensibles. Même ingérence, même turpitude.

QUI SONT LES FONCTIONNAIRES EXPULSES ?

Kathleen Williamson Barmon: chargée des Affaires du travail en Amérique centrale, en poste à Tegucigalpa (Honduras). Elle a réalisé des activités d'agitation contre les syndicats de la Fédération unitaire des travailleurs honduriens (FUTH) dans le but de promouvoir la répression contre leurs membres. Elle a entre autre déclaré en avril que les syndicats de la FUTH sont "les instruments de l'URSS". Ses prises de position ont provoqué la réaction de la FUTH, qui a envoyé au président Azcona une lettre de protestation lui demandant de réagir à cette "intromission dans les affaires internes", dans laquelle ils rendent la fonctionnaire étatsunienne responsable de tout acte de violence qui pourrait être mené contre ses membres. Rappelons qu'au Honduras, les escadrons de la mort sont actifs.

Le quotidien "El Tiempo" la traite de "chasseuse de sorcière" et de "Mac Carthiste", et commente: "dans un autre pays où la dignité ne se vend pas pour 50 millions de dollars, K. Barmon aurait déjà fait ses valises".

Joel Franklin Cassman: chargé des Affaires économiques, en poste à Managua depuis deux semaines en remplacement de John Hope expulsé en juillet 88 avec l'ancien ambassadeur Richard Melton. Le quotidien "Barricada", dans son édition du 26 mai, écrit: "chargé des affaires économiques: un euphémisme pour désigner celui qui porte la valise pleine de dollars pour financer, dans le cas de Nicaragua, les troubles, qui sont les "affaires du travail" dont s'occupe Kathleen Williamson Barmon".

LES FAITS

Le mercredi 24, les deux fonctionnaires ont pris la parole au cours d'un meeting d'enseignants convoqué par la

Confédération d'unification syndicale (CUS, syndicat du Parti social-démocrate appartenant à la Coordination démocratique nicaraguayenne, groupement d'extrême-droite). Ils ont entre autres encouragés les participants à faire grève et leur ont promis une aide économique s'ils affrontaient les autorités.

Selon des informations confirmées par l'ambassade des Etats-Unis et les partis de l'opposition, ils ont eu des réunions entre autres avec un dirigeant de la Centrale d'action et d'unité syndicale (CAUS, du parti communiste), avec Carlos Huembes, président de la Coordination démocratique nicaraguayenne, avec Miguel Paramo, président de la Centrale des travailleurs du Nicaragua (CTNI, du Parti social-chrétien), avec le responsable de la Commission des droits de l'homme (de droite), avec des dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP).

Leur recommandation principale était d'agir contre les mesures économiques et le processus électoral. Ils garantissaient de l'argent en cas de succès.

REVENDEICATIONS DES ENSEIGNANTS: LA PLUS BELLE FILLE DU MONDE NE PEUT DONNER QUE CE QU'ELLE A

La revendication des enseignants porte essentiellement sur la question des salaires. La réduction du budget de l'Etat est une des pièces maîtresses des mesures de lutte contre l'inflation appliquées par le gouvernement et les fonctionnaires ont actuellement les salaires les plus bas.

Les syndicats de l'opposition ont tenté de manipuler le malaise des enseignants en les poussant à la grève. Le lundi 22 environ 2'000 d'entre eux (sur 36'000) ont fait des arrêts de travail partiels, provoquant des réactions de rejet de la part de leurs collègues qui demandent plutôt des solutions concrètes pour défendre leur pouvoir d'achat. Le lendemain, presque tous ceux qui avaient participé au mouvement ont repris les cours. Cependant, l'ensemble du corps enseignant, depuis un certain temps, discute et s'organise de façon locale et autogérée pour trouver des alternatives. Une réunion des forces fondamentales de la révolution, qui avait eu lieu le week-end d'avant, avait abordé ce problème de l'éducation et avait souligné la nécessité d'une solidarité de la part du secteur productif. Des contacts se sont établis avec certaines entreprises pour approvisionner les maîtres en produits de base, vêtements, chaussures etc, de même qu'avec certaines institutions comme le ministère de la santé, la gratuité des médicaments a déjà été obtenue dans certains endroits. Comme l'a dit un haut fonctionnaire, le problème n'est pas que le gouvernement fait preuve de mauvaise volonté, mais qu'il s'agit d'un gouvernement pauvre.

Elections :

ELECTIONS : DES FAITS CONTRE DES MOTS

par Ondina Olivas

Managua, 24 mai (ANN). La Direction sandiniste a dénoncé un plan orchestré par l'Administration des Etats-Unis et certains partis nicaraguayens d'opposition visant à discréditer les élections de février prochain. Dépourvus d'arguments convaincants et démentis par les faits, tous ces "gendarmes de la démocratie internationale" se lancent dans cette campagne "sans aucun sérieux et sans réelle connaissance de la situation", de l'avis des analystes politiques de la région.

Au même moment, des hommes politiques, des organismes et de hautes personnalités du continent et d'outre-Atlantique ont qualifié les réformes récentes de la loi électorale et la nouvelle loi sur les médias de "cadre garantissant la démocratie et le développement du pluralisme politique dans le pays".

Selon un document de la bibliothèque du Congrès des Etats-Unis (voir texte ci-joint), le système électoral nicaraguayen tant décrié s'apparente à celui des Etats-Unis et présente certains aspects plus ouverts que dans d'autres pays latino-américains. Ce texte signale de plus que les réformes votées il y a deux mois par le parlement nicaraguayen améliorent techniquement les conditions du processus électoral et "garantissent le droit d'expression de l'opposition". Il compare le système nicaraguayen à celui qui régit les élections au Guatemala, au Costa Rica et au Venezuela, "modèles" latino-américains. Malgré cela Oscar Arias, président du Costa Rica, où ont eu lieu des rencontres entre l'opposition nicaraguayenne et la Contra sous les auspices de fondations d'Europe de l'ouest, a exprimé ses préoccupations quant au processus électoral nicaraguayen. Il l'a fustigé en de nombreuses occasions, insinuant que le Nicaragua ne respectait pas les accords de San Salvador. Encore mieux, Oscar Arias a pris sous sa tutelle des opposants liés à la Contra, telle que la social-chrétienne Azucena Ferrey qui aurait reçu un saufconduit du président du Costa Rica pour rentrer au Nicaragua - où pourtant il existe une loi d'amnistie.

Au Nicaragua, contrairement au Costa Rica, la loi électorale accorde des temps d'antenne égaux à tous les partis pour leur propagande. La télévision costaricaine, par exemple, n'a pas permis cela. Une des différences entre la démocratie costaricaine et la démocratie nicaraguayenne réside dans la série d'entraves légales que doivent affronter les groupes politiques costaricains qui souhaitent se constituer en partis.

Cinq groupes nicaraguayens se sont récemment constitués en partis, dans le but de participer aux élections. Selon Guillermo Vargas, député de *Vanguardia popular* (parti costaricain de gauche) "cela serait impossible au Costa Rica car le fait d'exister en tant que parti politique n'autorise pas à se présenter. Tout un long processus est nécessaire..." Il ajoute que dans son pays, "les élections défavorisent les petits partis" alors qu'au Nicaragua, les conditions sont créées pour que ceux-ci participent au scrutin et bénéficient d'un accès égal aux médias, spécialement à la télévision, pour mener leur campagne.

De plus, la loi prévoit qu'au Conseil électoral suprême siègent deux représentants de l'opposition, deux du parti au pouvoir et un notable (personnalité sans appartenance politique).

Dans le système de la démocratie Costa Rica, le tribunal électoral suprême (TSE) a un caractère permanent, son mandat est renouvelé automatiquement, il ne peut être dissout qu'à condition que les deux tiers du parlement votent contre le maintien d'un de ses membres. G. Vargas estime que "ces conditions ne garantissent pas l'impartialité du TSE. Le Parti de libération nationale a la majorité au parlement et que celui-ci nomme les magistrats du TSE".

Le gouvernement nicaraguayen a reçu les conseils du TSE costaricain et du gouvernement vénézuélien en matière électorale et tous deux ont jugé bonnes les conditions du futur scrutin. Le délégué personnel du président vénézuélien, Orlando Figueredo, a déclaré à Managua que "le gouvernement nicaraguayen ouvre la voie à un processus électoral libre et démocratique" mais qu'il est "inévitables que ceux qui n'ont que peu de chances de gagner les élections parlent de fraude".

L'association américaine des juristes qui étudie la réforme électorale et la nouvelle loi sur les médias admet qu'il "existe un cadre démocratique et pluraliste pour que se déroulent des élections justes au Nicaragua".

La simple réalité s'oppose à la campagne de dénigrement lancée contre les élections nicaraguayennes de 90, la démocratie dans les faits répond à la démocratie toute théorique de beaucoup d'hommes d'Etat de la région.

UNE COMPARAISON DES LOIS ELECTORALES

Managua (ANN) La bibliothèque du Congrès des Etats-Unis a réalisé une étude comparative des lois électorales de six pays latino-américains : Costa Rica, Chili, Guatemala, Paraguay, Venezuela et Nicaragua. ce document, immédiatement qualifié de "restrictif" et "faux" par l'Administration Bush démontre que la loi nicaraguayenne s'apparente aux autres et présente même certains aspects plus ouverts. nous vous proposons un résumé de ce document.

1. LE TRIBUNAL ELECTORAL.

a) Ses fonctions :

- Nicaragua, Venezuela, Costa Rica, Guatemala : un tribunal électoral suprême régit toutes les questions relatives aux élections
- Chili; deux instances : le "tribunal chargé des élections" qui régit les questions électorales et déclare les résultats et le "service électoral" qui supervise les aspects administratifs et les inscriptions
- Paraguay : le Sénat, le parlement et les conseils municipaux régissent les élections de leur propre corps.

b) sa composition :

- Costa Rica et Guatemala : les magistrats du tribunal électoral ne doivent pas avoir d'affiliation politique
- Venezuela, Nicaragua et Chili : affiliation politique permise
- Nicaragua et Venezuela : les partis politiques peuvent proposer des candidats au tribunal électoral suprême
- Guatemala : les universités et les collèges de droit participent à la proposition des candidats.
- Guatemala, Nicaragua, Venezuela : magistrats du tribunal élus par le parlement.
- Costa Rica et Chili: magistrats désignés par la Cour suprême

2. LEGALISATION DES PARTIS POLITIQUES.

- Guatemala, Venezuela, Costa Rica, Chili et Paraguay : le tribunal électoral est chargé de la légalisation des partis politiques.
- Nicaragua : le "Conseil des partis politiques", structure indépendante du pouvoir, régit la légalisation des partis.

Nombre de signatures nécessaire pour obtenir la légalisation :

(en ordre décroissant :)

Chili (35 000), puis Costa Rica, Venezuela, Paraguay, Guatemala et Nicaragua (ou peut exister en tant que parti un groupe qui a une représentation dans neuf départements).

Pour les six pays : les partis qui se rendent coupables d'atteintes à l'ordre public et à la sécurité sont passibles de perte de leur existence légale.

Nombre de suffrages nécessaires pour conserver le statut de parti national :

Chili : 5 %, Guatemala 4 %, Costa Rica : 1,5 %, Venezuela : aucun, mais un parti perd sa légalité s'il ne présente pas de candidats à deux élections consécutives, Nicaragua aucune limitation de ce type.

3. LE SYSTEME ELECTORAL.

- Costa Rica, Nicaragua, Guatemala et Venezuela : représentation proportionnelle aux votes émis
- Paraguay : le parti majoritaire obtient les deux tiers des sièges, le dernier tiers est partagé entre les partis minoritaires proportionnellement aux votes émis.
- Chili : la loi concernant l'élection du parlement n'est pas encore approuvée

4. DROIT DE VOTE ET OBSERVATION DU SCRUTIN :

- Droit de vote à 18 ans pour tous les pays excepté le Nicaragua (16 ans)
- Droit de vote pour les militaires au Chili, Costa Rica, Nicaragua
- Pour les six pays : présence d'observateurs durant le processus électoral

5. CAMPAGNE ELECTORALE ET MEDIAS :

Durée des campagnes électorales :

- Venezuela, 5 mois avant l'élection présidentielle et deux mois avant les autres élections.
- Chili, un mois avant les élections
- Nicaragua : 80 jours pour les présidentielles et les parlementaires

Temps d'antenne pour les campagnes électorales :

- Nicaragua et Chili : 30 minutes par jour
- Costa Rica : 10 minutes par jour
- Guatemala : 30 minutes par semaine
- Venezuela : temps non précisé
- Paraguay : la loi n'aborde pas cet aspect

6. FINANCEMENT DE LA CAMPAGNE.

- Nicaragua, Venezuela, Guatemala
- Costa Rica : financement public
- Chili : pas de financement public ni de financement étranger
- Paraguay : pas de financement public

- Venezuela : financement public proportionnel au nombre de voix obtenus aux élections antérieures et seulement pour les partis ayant obtenu plus de 5 % aux élections parlementaires
- Guatemala : financement public aux partis ayant obtenu plus de 4 % aux dernières élections
- Nicaragua : financement public dont la moitié est distribuée à parts égales entre les partis qui participent aux élections et l'autre moitié aux partis qui ont participé aux élections de 84 proportionnellement aux voix obtenues. De plus, existence d'un "fonds pour la démocratie" alimenté par des contributions extérieures : la moitié de chaque contribution va au parti auquel la donation d'adresse et l'autre moitié est utilisée pour les frais généraux de d'organisation des élections.
- Costa Rica : financement public en proportion des voix obtenues aux dernières élections.

VICTOIRE DES SANDINISTES AUX ELECTIONS UNIVERSITAIRES

par Ricardo Pino Robles

Managua, mai (ANN). Maria Ramírez et Mario Chamorro, candidats de la Jeunesse sandiniste, ont gagné avec une majorité confortable les élections à la présidence et à la vice-présidence de l'Union des étudiants nicaraguayens (UNEN), qui ont eu lieu les 17 et 18 mai.

Sur un total de 16'730 votants, la Jeunesse sandiniste a obtenu 9'964 voix, la liste "Action", proche du Parti social-chrétien, 2'839, la coalition "Front universitaire nicaraguayen", organisation juvénile d'opposition - FUN-OJO -, (conservateurs, libéraux, socio-chrétiens, socio-démocrates) 1'730 et le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), trotskyste, 950. Il y a eu 1'118 abstentions et 529 votes nuls.

En pourcentage, le score de la Jeunesse sandiniste est de 63,4 % des votes exprimés, celui de "Action" 18,82 %, celui de FUN-OJO 11,46 % et celui du PRT 6,29 %. On constate que le nombre d'abstentions est supérieur aux résultats du PRT, et que la somme des abstentions et des votes nuls est proche du score de "FUN-OJO". Le taux d'abstentions a créé la surprise compte tenu que la proximité des élections générales et a relancé le débat politique.

Bien que les candidats de l'opposition aient reconnu publiquement leur incontestable défaite, le quotidien de droite *La Prensa*, qui défend les intérêts des Etats-Unis, n'a pas hésité à présenter les résultats comme une victoire sur la révolution en mettant au crédit de l'opposition les votes nuls et les abstentions. Cette manipulation grossière, parue à la une de l'édition du 19 mai, n'a pas eu l'effet escompté auprès des étudiants, ce d'autant que des leaders de la droite ont souligné que les résultats des

élections universitaires sont le reflet de la division du "Groupe des 14" et que, si rien ne change, l'échec aux élections générales de 1990 est inévitable.

Selon les observateurs locaux, le problème insoluble de la droite réside dans ses positions anti-nationales, son alignement sur la politique des Etats-Unis qui tentent de détruire la révolution par tous les moyens. Par exemple, une des exigences de l'opposition est l'arrêt du recrutement pour le service militaire qui, s'il est déjà obligatoire dans beaucoup de pays démocratiques, l'est d'autant plus en temps de guerre. Elle a commis une lourde erreur en utilisant cet argument devant les étudiants alors que ceux-ci ont déjà effectué leur service et que beaucoup se sont mobilisés volontairement au front. Elle est même allée jusqu'à défendre la désertion, provoquant une réaction de rejet de la part des étudiants.

Bien avant la réalisation des élections universitaires, l'opposition avait insisté sur leur importance et leur attribuait une valeur de test. La victoire de la Jeunesse sandiniste stimule le FSLN qui se prépare à gagner les élections de 1990 avec une large majorité.

Depuis l'ouverture du processus électoral à la fin du mois d'avril, c'est le deuxième revers essuyé par l'opposition, qui cherche à démontrer que le FSLN a perdu l'appui populaire. Le 1er mai, tandis que la manifestation de la Centrale sandiniste des travailleurs rassemblait plus de 40'000 personnes, celle du "Groupe des 14" n'en réunissait que 5'000 et celle de la gauche radicale quelques dizaines.

La prochaine échéance pour le FSLN est maintenant l'ensemble des mobilisations qui marqueront le dixième anniversaire de la révolution en juillet prochain.

Restructuration :

RESTRUCTURATION ET PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS

par Franklin Narvaez, repris de "Trinchera", hebdomadaire des organisations syndicales sandinistes.

Managua, mai (ANN) Janvier 1989. METASA, principale entreprise de la construction métallique. 700 travailleurs. Carnet de commandes: vide. Dangereuse accumulation de stocks. Que faire ? La réponse simpliste à la crise que traversent la majeure partie des entreprises consiste à se passer des travailleurs. Mais à METASA, grâce au niveau d'organisation des salariés et du syndicat, la restructuration s'est effectuée selon le principe qu'avait indiqué le gouvernement: la rationalisation des ressources. Dans le but de faire connaître cet exemple de la participation ouvrière à la gestion d'une grande entreprise, "Trinchera" a interrogé son directeur, Armando Bermúdez, la responsable du personnel, Guillermina Mondragón et le secrétaire du syndicat (CST), Gonzalo Mendoza.

Trinchera : Armando Bermúdez, quelle était la situation de Metasa en janvier de cette année ?

A. Bermúdez : Les mesures gouvernementales pour freiner l'inflation ont réellement été mises en oeuvre en 1988. Comme nous devons importer une partie de la matière première, nous devons augmenter nos prix à chaque dévaluation du cordoba. Mais du fait du manque progressif de monnaie en circulation, dès septembre nous avons perdu notre clientèle de salariés. Entre octobre 88 et janvier 89, nous avons perdu le marché de la petite industrie, et en janvier 89, après la réduction du budget de l'Etat, les institutions ont suspendu la plupart de leurs projets. Face à cette situation, nous avons décidé de supprimer un tour dans l'atelier de fabrication des tuyaux et un autre dans l'atelier de fabrication des structures métalliques, ce qui affectait cent travailleurs.

Trinchera : Gonzalo Mendoza, quelle a été l'attitude du syndicat devant l'éventualité du licenciement de cent personnes ?

G. Mendoza : En janvier 88, il y avait eu une première restructuration qui avait provoqué le licenciement de cent travailleurs. Nous avons alors clairement compris que c'était justifié, car l'horaire de travail était tombé à quatre heures et demie par jour, et avec 830 travailleurs on produisait à peine 1'200 tonnes par mois. Les 700 travailleurs qui sont restés ont réussi à redresser la production et à atteindre 2'000 tonnes par mois, en travaillant en moyenne 8 heures par jour. Nous avons fait tout ce que nous pouvions pour relancer la production et augmenter la productivité.

Cette fois-ci, après avoir analysé le problème et les chiffres en main, nous avons demandé à l'administration une étude des coûts et l'élaboration conjointe d'une proposition générale d'économie.

De plus, à l'initiative des travailleurs, nous avons demandé que la force de travail inoccupée soit utilisée à d'autres activités indispensables, comme la maintenance des équipements, la réparation et le programme d'innovations qui a pour but de trouver des alternatives en vue du moment où le marché se récupérera. Par ailleurs, avec l'aide des techniciens, nous avons révisé et réadapté le plan technico-économique.

Trinchera : Qu'est-il sorti de l'étude des coûts ?

G. Mondragón : Pour nous, l'expérience a été riche en enseignements. Nous étions parfaitement conscients que les travailleurs, tant à cause de leur niveau de spécialisation que de leur disposition au travail, ne pouvaient être mis à la rue. Nous nous sommes lancés dans toute une série d'études à tous les niveaux, nous avons révisé et actualisé les coûts, nous avons étudié à la loupe les dépenses administratives. Finalement, nous sommes parvenus à une réduction des coûts supérieure à celle que nous aurions obtenue en licenciant les travailleurs. Nous avons pris les mesures suivantes: élimination des frais de représentation, rationalisation de l'utilisation du combustible, sur des bases réalistes ce qui nous a permis d'économiser 45 % du budget de ce poste, non remplacement des postes vacants, réduction des dépenses administratives (qui sont passées de 5 à 3 % des coûts de production), élimination du travail de nuit non indispensable, ce qui a été possible grâce à la révision du plan technico-économique. Cette mesure nous a permis d'économiser l'électricité, de réduire les frais de transport, d'alimentation, les heures supplémentaires (qui avaient atteint en janvier 48 % du salaire de base), amélioration progressive de la discipline dans le travail. Par exemple, entre mars et avril, nous avons réduit de 29 % les absences injustifiées et de 15 % les retards.

G. Mendoza : Dans la révision du plan technique qui a été menée atelier par atelier, nous nous sommes rendus compte que l'approvisionnement en certains matériels que nous avions prévu était supérieur aux besoins réels, car les ouvriers avaient fait des innovations. Par exemple, ils sont arrivés à réduire de 12 % la quantité de matière gâchée lors de la coupe des barres. Un ouvrier a monté, avec du matériel de l'entreprise, une machine qui a permis d'éviter l'importation d'un équipement de 320'000 dollars. Et en plus, sa machine permet de fabriquer deux produits qui n'étaient pas programmés dans le plan 89.

Trinchera : Y a-t-il d'autres éléments qui jouent en faveur de la stabilisation de l'entreprise ?

A. Bermúdez : Confrontés à la contraction du marché national, nous avons exploré le marché étranger, puisque nos produits correspondent aux normes et aux prix internationaux. Sur les 22'000 tonnes que nous allons produire cette année, 29,5 % sont destinées à l'exportation vers le Guatemala, le Salvador, le Costa Rica et Cuba. Cela représente quatre milliards de cordobas (environ 540'000 dollars au change officiel de mai). Nous sommes en train de fabriquer également quatre grande barques à fond plat. C'est une commande de l'entreprise nationale des ports pour Bluefields. Nous avons fait une offre d'un ou deux millions de cordobas, (environ 270'000 dollars), mais le client a allégué que cela lui revenait moins cher de les importer. Nous avons révisé les coûts, et sacrifié un peu de bénéfices, si bien que nous allons les fabriquer pour un milliard et demi (environ 202'000 dollars), on est ainsi parvenu à relancer le rythme de production.

Trinchera : Comment est distribué le personnel dans l'entreprise ? quels sont les salaires, les avantages sociaux ?

G. Mondragón: 20 % des travailleurs sont dans les services administratifs, 30 % dans les services liés à la production, 10 % sont des techniciens et 40 % des ouvriers.

Le salaire le plus bas est de 150'000 cordobas, mais il y a des primes: une prime qui peut aller jusqu'à 80 % du salaire à la production réelle - mesurée à partir des normes - et une prime pouvant aller jusqu'à 50 % du salaire accordée au personnel administratif après évaluation du travail. Il y a bien sûr également la prime à l'ancienneté. Nous avons une cantine où le prix du repas varie entre 50 et 250 cordobas selon le salaire. Nous avons aussi un économat où les travailleurs peuvent acheter 15 produits de base à des prix subventionnés. La réduction est de 20 % pour les personnel administratif 40 % pour les techniciens et le personnel des services liés à la production, et 50 % pour les ouvriers.

Trinchera : Comment est gérée l'entreprise ?

G. Mendoza: L'instance supérieure est le conseil de direction. Il est formé du directeur général, du secrétaire général du syndicat et de trois membres de la corporation (note), tous ayant droit de vote. Il se réunit tous les mois. Il y a également un comité d'entreprise qui se réunit également tous les mois. Il est composé du directeur général, des responsables de secteurs, départements, de trois représentants du syndicat, un du Parti et un de la Jeunesse sandiniste. Peuvent y participer aussi les neuf responsables des sections syndicales de l'entreprise.

Par ailleurs, nous avons des réunions mensuelles de production par atelier et des assemblées générales pour évaluer le travail de chaque trimestre, de chaque semestre et de chaque année.

En 1979, deux ateliers de METASA étaient paralysés et on ne voyait pas comment l'entreprise pouvait redémarrer. Aujourd'hui, elle est devenue un exemple, embryonnaire mais indiscutable, de ce que la classe ouvrière peut arriver à faire en luttant de façon organisée pour participer à la gestion.

Note: Metasa appartient à la Corporation industrielle du peuple, formée des entreprises industrielles de l'Etat. Les trois représentants de Metasa au sein de la corporation font partie du conseil de direction.

TRAVAILLER A LA CAMPAGNE : UNE SOLUTION FACE A LA RESTRUCTURATION

Managua, 16 mai (ANN) Trente travailleurs mis au chômage par la restructuration économique ont reçu des mains de Jaime Wheelock, ministre de l'agriculture, une exploitation de caféiers et trente autres un ensemble d'habitations comprenant des équipements collectifs, dans la localité d'El Crucero, à 24 kms de Managua.

Selon J. Wheelock, cette coopérative de production de café qui a été remise de manière provisoire aux travailleurs leur appartiendra de fait en 1993 s'ils l'exploitent de manière productive. Cette situation est une des solutions alternatives proposées par la révolution aux personnes affectées par les licenciements.

Ernesto Martínez, président de la coopérative, a précisé que le plan de production pour les cinq ans à venir prévoit de doubler la production de café et d'améliorer les conditions socio-économiques du collectif de travailleurs et de sa nouvelle propriété provisoire.

Quant au projet d'habitation pour l'autre groupe de travailleurs, il prévoit la construction d'un jardin d'enfants, d'une crèche (centre infantile rural, CIR). D'autres projets similaires sont en route dans la région. Le ministre a attiré l'attention sur le fait que l'habitat était une des préoccupations du gouvernement révolutionnaire alors qu'avant les travailleurs et leurs familles vivaient dans des "espèces de cage à lapins".

DE L'EAU SOUS LE RIO COCO

par Christian Dumont

Wiwilí, 22 mai (ANN). Pour la première fois dans l'histoire de Wiwilí, village à 300 km au nord de Managua, les habitants des deux rives ont désormais un robinet à quelques mètres de leur maison et peuvent consommer une eau de bonne qualité. Ils n'ont plus à faire des kilomètres pour trouver une eau plus ou moins potable ou à consommer l'eau du Rio Coco, qui traverse la localité et provoquait régulièrement des épidémies.

L'aduction d'eau est un projet qui a vu le jour en 1983, après l'assassinat par la Contra d'Albrecht "Tonio" Pflaum. Ce médecin allemand travaillait depuis trois ans à l'hôpital "Jorge Navarro" de Wiwilí et évoquait souvent dans les lettres envoyées dans son pays tous les problèmes de santé que provoquait la consommation de l'eau contaminée du Rio Coco ou des puits.

Après l'assassinat de "Tonio", ses amis de Fribourg (RFA) ont décidé de jumeler leur ville avec Wiwilí. Deux ans de préparation, ont été nécessaires avant de faire parvenir le matériel pour l'installation de conduits qui allaient capter l'eau du ruisseau Kilambe, près de sa source sur le mont du même nom.

Les habitants de Wiwilí, offrant des journées de travail volontaire, ont installé les canalisations sur une distance de 7 km, à travers des terrains montagneux difficiles d'accès. Après deux ans d'efforts, en février 1988, l'eau est arrivée à Jinotegüita, le bourg de la municipalité de Wiwilí qui s'étend sur la rive ouest du Rio Coco (dans cette zone, il coule du sud au nord). Après quelques semaines, il y avait des robinets dans tous les quartiers, à la disposition des cinq mille habitants.

Mais le Rio Coco, large de 200 mètres à cet endroit, constituait un obstacle pour la suite des travaux. C'était un problème véritablement insoluble: même les meilleurs techniciens ne voyaient pas d'issue. Construire un pont revenait trop cher, sans compter qu'aucun pont ne peut résister à un ouragan comme celui qui s'est abattu sur le Nicaragua en octobre 1988. Faire passer les conduits sous une rivière ne pose aucun problème en Europe: les cours d'eau y sont moins importants et l'on dispose de matériel sophistiqué. A Wiwilí, il n'y a même pas d'excavateur. Des projets de cette sorte ont été menés à bien dans d'autres pays du Tiers-Monde, mais il s'agissait de rivières asséchées une partie de l'année. Ce n'est pas le cas du Rio Coco: toute tranchée, creusée dans son lit s'inonde immédiatement.

Finalement, l'impossible a été tenté. La seule machine disponible dans la région était un bulldozer qui a permis de creuser non pas une étroite tranchée mais un passage de trois mètres de large et de deux et demi de profondeur afin d'éviter que les pierres qui se bougeaient.

me si la tâche n'était pas assez compliquée, il a fallu donner aux conduits une pente de 1 %. Et tout devait être terminé avant le début de la saison des pluies.

Deux techniciens et des ouvriers volontaires ont posé dans la tranchée ouverte par le tracteur les tuyaux en plastique protégés par des conduits d'acier. Un banc de sable a permis d'avancer le travail jusqu'au milieu du lit. Ensuite, il a fallu dévier les eaux vers la partie déjà terminée pour pouvoir continuer.

"Nous avons fini quand les eaux commençaient à monter, explique un technicien. Quand j'ai compris que nous n'aurions pas l'excavateur qu'on nous avait promis, j'ai pensé qu'on y arriverait jamais. Mais avec l'aide des habitants, on a finalement réussi".

EN BREF :

DES MILLIERS DE SEQUESTRES DANS LES PRISONS DE LA CONTRA

Matagalpa, 20 mai (ANN). Le drame de Salvadora Villegas Corozo, une des 200 femmes séquestrées par la Contra et emprisonnées à Yamales, au Honduras, est celui vécu par des milliers de Nicaraguayens enlevés par les mercenaires.

La lettre de Salvadora, écrite sur une demie-feuille de papier d'écolier, en dix lignes tracées d'une écriture irrégulière, est parvenue à sa mère, une paysanne originaire de Penas Blancas dans les environs d'El Cua, à 250 kms au nord de Managua.

Selon la mère de Salvadora, celle-ci a été séquestrée par la Contra en 1988. La lettre lui est parvenue ces derniers jours: "S'il te plaît, aide-moi à sortir d'ici, c'est horrible, je vais mourir comme un chien à force de tellement souffrir. Je demande son aide à Dieu, je ne peux plus supporter tout ça. Prends soin de mes enfants. Il est venu des gens qui disent être des Droits de l'homme. Va les voir."

Benita Villegas fait partie du mouvement des familles de séquestrés de la région qui, ces derniers mois, est entré en contact avec l'évêque de Matagalpa, Monseigneur Carlos Santi, afin qu'il intervienne auprès du gouvernement hondurien et de la Contra pour la libération des séquestrés.

En de multiples occasions, le mouvement des familles des séquestrés a dénoncé l'existence de prisons clandestines au Honduras, où sont retenus ceux qui refusent d'être entraînés dans les camps de la Contra, également situés en territoire hondurien.

Selon quelques personnes qui ont réussi à s'évader, la Contra maintient 45 prisons clandestines à Capire, à Las Trojes, à La Lodosa et une prison de femmes ressemblant à un camp de concentration nazi à Yamales, appelée "le Sanctuaire". C'est de cette prison qu'est sortie la lettre de Salvadora.

"Je me trouve à Yamales, à côté de San Andres Bocay, au Honduras" a précisé la jeune femme dans sa lettre.

Les démarches pour la libération des séquestrés sont en suspens depuis que le cardinal Obando a annoncé, il y a maintenant plusieurs semaines, que Monseigneur Santi allait se rendre au Honduras accompagné d'une délégation.

A l'annonce de l'arrivée d'une délégation des Droits de l'homme dans ces prisons, la Contra a fait sortir ses victimes, les a fait alignées et les a obligées à crier : "Nous ne sommes pas des séquestrés, nous sommes des volontaires en armes". Ce fait a été dénoncé par Gabriel López, qui a pu rentrer au Nicaragua grâce aux démarches du Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) il y a quelques semaines. G. López, âgé de 19 ans, a signalé que les démarches des familles des séquestrés sont connues des prisonniers mais que ceux-ci ne peuvent communiquer avec leurs familles, à l'exception de quelques cas comme celui de Salvadora, qui est parvenue à faire sortir une lettre pour sa mère.

DE SANDINO A SANDINO

Managua, 29 mai (ANN). "Remporter une victoire écrasante aux élections générales de février 90" est au centre du programme "de Sandino à Sandino" qui vient d'être rendu public par la Direction sandiniste. Ce sera l'axe politique du FSLN dans les mois qui viennent. Pour assurer et renforcer le pouvoir révolutionnaire, le principal objectif est de mener la campagne électorale et de gagner les élections" a déclaré D. Ortega.

Malgré la priorité accordé à la lutte politique et électorale, la mobilisation ne va pas faiblir dans la défense face à la Contra et à une éventuelle escalade militaire à la frontière. La "situation explosive" que connaissent le Panama et le Salvador ainsi que les prétentions d'ARENA d'établir un parallèle entre le démantèlement de la Contra et celui du FMLN constituent le cadre de l'analyse que fait le FSLN de la conjoncture politique.

Le programme "de Sandino à Sandino" ira de mai (anniversaire de la naissance du héros national) à février prochain (anniversaire de son assassinat). La campagne électorale culminera le 21 février avec une mobilisation massive, à quatre jours des élections.

NOUVELLE PROPOSITION DU FMLN

San Salvador, 29 mai (ANN). Le FMLN a annoncé aujourd'hui une nouvelle proposition politique faite au gouvernement d'ARENA qui prendra possession du pouvoir jeudi prochain.

La guérilla propose de réactiver le dialogue avec les partis politiques qui ne sont pas au gouvernement et se dit prête à négocier directement avec celui-ci, suspendant ses opérations durant ces négociations. En échange, la nouvelle administration devrait ordonner le jugement du Major d'Aubuisson et des autres personnes impliquées dans l'assassinat de Monseigneur Romero et suspendre ses actions répressives.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers : Ffrs 450.--/Sfrs 135.--
pour comités de solidarité : Ffrs 700.--/Sfrs 250.--
pour institutions : Ffrs 1'000.--/Sfrs 350.--

UN PAIEMENT SEMESTRIEL EST POSSIBLE

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

